



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Unité Départementale de la Gironde**

### **Arrêté**

**modifiant l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 mai 2021 délivré à AFM Recyclage,  
à exploiter les activités de tri-transit-regroupement de déchets non dangereux, de traitement  
de déchets non dangereux et de centre VHU à Villenave d'Ornon (33 140)**

**Le Préfet de la Gironde  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

**VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 mai 2021 délivré à AFM Recyclage pour l'exploitation d'installations de tri-transit-regroupement de déchets non dangereux, de traitement de déchets non dangereux et de centre VHU sur le territoire de la commune de Villenave d'Ornon (33 140) à l'adresse 19 chemin de Guiteronde ;

**VU** la modification notable portée à la connaissance du Préfet par AFM Recyclage le 17 décembre 2025 concernant la mise à disposition d'une partie du site pour l'externalisation temporaire des activités de la société DUBOURG AUTOMOBILES, à savoir la réception, le transit et l'entreposage de véhicules hors d'usage issus des contrats d'assurance ;

**VU** le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 22 décembre 2025 ;

**VU** le courriel transmis à l'exploitant le 23/12/2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**VU** les observations formulées par l'exploitant par courriel du 31 décembre 2025 ;

**VU** l'avis du SDIS33 en date du 12 janvier 2026 et la réponse de l'exploitant aux observations en date du 22 janvier 2026 ;

**VU** le décret en date du 11 janvier 2023 nommant Monsieur Étienne GUYOT préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde ;

**CONSIDÉRANT** que le projet consiste en l'utilisation du site comme centre de regroupement d'appoint temporaire des véhicules issus des contrats d'assurance et pris en charge par la société DUBOURG AUTOMOBILES compte tenu des travaux en cours sur son site de Rauzan ;

**CONSIDÉRANT** que la zone de chalandise pour le site de Villenave d'Ornon correspondra à la moitié Ouest du département de la Gironde incluant la métropole bordelaise, ce qui permettra une optimisation des trajets vers Rauzan et ainsi une réduction des impacts sur le trafic routier et sur les émissions de gaz à effet de serre ;

**CONSIDÉRANT** que le volume attendu pour 2026 transitant sur le site est de 2 500 véhicules, à raison d'environ dix véhicules déposés par jour à l'aide de dépanneuses et deux à quatre transferts par semaine vers le site de Rauzan avec des engins pouvant transporter plusieurs véhicules ;

**CONSIDÉRANT** que la société DUBOURG AUTOMOBILES tiendra une comptabilité instantanée du nombre de véhicules entreposés sur le site de Villenave d'Ornon et s'assurera ainsi que le nombre de véhicules entreposés ne dépasse pas 790 ;

**CONSIDÉRANT** que la société DUBOURG AUTOMOBILES contrôlera régulièrement le respect des obligations et bonnes pratiques sur le site de Villenave d'Ornon ;

**CONSIDÉRANT** que les surfaces mises à disposition (8 600 m<sup>2</sup>, 8% du site) seront divisées en trois zones d'entreposage, chacune divisée en îlots de maximum 750 m<sup>2</sup> accueillant maximum 70 véhicules ;

**CONSIDÉRANT** que les modélisations réalisées par l'exploitant à l'aide du logiciel FLUMILOG indiquent que des îlots de 240 véhicules sur 2 640 m<sup>2</sup> ne génèrent aucun flux supérieur à 3 kW/m<sup>2</sup> sortant de l'îlot ;

**CONSIDÉRANT** que la défense extérieure contre les incendies existante, constituée d'extincteurs, de cinq robinets d'incendie armés et d'un poteau incendie interne, sera complétée par la mise en place de cuves de 1 000 L d'eau, démarche volontaire du groupe DERICHEBOURG ayant fait ses preuves en termes d'efficacité ;

**CONSIDÉRANT** que différentes mesures seront prises pour limiter le risque incendie :

- Mise en place de caméras thermiques couvrant les surfaces d'entreposage ;
- Déconnexion des batteries dès réception des véhicules ;
- Transfert prioritaire sous 72 h des véhicules électriques, entreposés dans un îlot dédié.

**CONSIDÉRANT** que les véhicules fortement accidentés, représentant un risque maximal de pollution du sol et des eaux, seront entreposés à l'abri des intempéries dans un bâtiment ;

**CONSIDÉRANT** que des kits absorbants et anti-pollution seront à disposition sur le site ;

**CONSIDÉRANT** que des reprises d'étanchéité de la dalle béton garantiront l'absence d'infiltration dans le sol des eaux pluviales susceptible d'être polluées ;

**CONSIDÉRANT** qu'une inversion de pentes à l'angle Sud-Ouest du site empêche l'écoulement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées vers le bassin de confinement et la filière de traitement, conduisant à une accumulation sur cette surface ;

**CONSIDÉRANT** qu'un transvasement de ces eaux accumulées vers le bassin de confinement sera réalisé en cas d'accumulation trop importante, qu'en cas de pollution constatée de ces eaux accumulées elles pourront être pompées puis traitées dans une installation y étant autorisée et qu'un balayage biannuel sera réalisé sur cette zone ;

**CONSIDÉRANT** que la réception et l'expédition de véhicules seront effectuées en semaine uniquement, hors week-end et jours fériés, de 8 h à 18 h ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** néanmoins que la modification augmente les risques d'incendie, de pollution du sol et des eaux, d'émissions atmosphériques liées à la circulation des véhicules et de gêne possible du voisinage

due au bruit généré par l'activité et le trafic routier, et afin de préserver les intérêts mentionnés aux articles au L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Gironde,

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1 — PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 1.1 — EXPLOITANT, PÉREMPTION**

La société AFM Recyclage, dont le n° SIRET est 383 482 635 00232 et dont le siège social est situé au 19 Chemin de Guiteronde, Villenave d'Ornon (33 882), CS 10022, autorisée à exploiter une installation de tri-transit-regroupement de déchets non dangereux, de traitement de déchets non dangereux et de centre VHU à la même adresse, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du Préfet, les dispositions des articles suivants.

L'arrêté cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

#### **ARTICLE 1.2 —LOCALISATION DES INSTALLATIONS**

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieux-dits
VILLENAVE D'ORNON	AT n°31, 32 et 48	Chemin de Guiteronde, Prairies de Courréjean

Les installations mentionnées aux articles 1.3 du présent arrêté sont reportées sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan est également en annexe du présent arrêté.

#### **ARTICLE 1.3 — LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Rubrique	Libellé de la rubrique (Nature activité)	Éléments caractéristiques / Volume	Régime
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cadre de véhicule terrestre hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup>	Surface dédiée sur le site : 9 100 m <sup>2</sup>	E
2713-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup>	Surface dédiée sur le site : 6 000 m <sup>2</sup> Ferrailles à découper Ferrailles prêtes Métaux non ferreux	E
2714-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papier, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Quantité maximale susceptible d'être entreposée : 900 m <sup>3</sup>	D

2791-2	Installations de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971. La quantité de déchets traités étant : 2. Inférieure à 10 t/j	9 t/j Opérations ponctuelles de chalutage de grosses pièces métalliques	DC
--------	--	--	----

#### ARTICLE 1.4 — CAPACITÉS D'ENTREPOSAGE DE VHU

La capacité de stockage des véhicules hors d'usage est limitée à 790 VHU sur le site.

#### ARTICLE 1.5 — CONFORMITÉ AU DOSSIER

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 17 décembre 2025.

Elles respectent les dispositions de la réglementation générale applicable.

## TITRE 2 — PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

#### ARTICLE 2.1 — PRESCRIPTION DES ACTES ANTÉRIEURS

Les dispositions de l'arrêté du 4 mai 2021 sont abrogées et remplacées par celles du présent arrêté.

#### ARTICLE 2.2 — ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement *a minima* les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- Arrêté du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### ARTICLE 2.3 — COMPATIBILITÉ DES REJETS AQUEUX AVEC LE MILIEU

Pour la protection des milieux aquatiques, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées et renforcées.

Les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau. À cet effet, les rejets eaux du site sont réglementés comme suit :

Rejet	Concentration (mg/L)	Flux (kg/j)
Débit max (m³/j)	22,5 m³/j soit 25 min/j avec une pompe à 15 L/s	
pH	5,5 à 8,5	
MES	35	0,7875
DCO	125	2,8125
DBO5	30	0,675
Hydrocarbures Totaux	5	0,1125
Zinc et ses composés	0,8	0,018



Plomb et ses composés	0,1	0,00225
Cuivre	0,15	0,003375
Chrome Hexavalent	0,05	0,001125
Chrome total	0,1	0,00225
Nickel et ses composés	0,2	0,0045
Mercure	0,025	$5,625 \cdot 10^{-4}$
Métaux totaux	15	0,3375
HAP	$8,5 \cdot 10^{-5}$	$1,91 \cdot 10^{-6}$

Les métaux totaux correspondent à la somme de la concentration massique en éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, AL.

Le rejet de substances non réglementées est interdit.

Un débitmètre fonctionne en continu lors des rejets ou tout autre dispositif permettant de mesurer le temps de rejet et les résultats de ces mesures sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 2.4 — GESTION DES ACCUMUATIONS D'EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par ruissellement sur les aires d'entreposage des véhicules hors d'usage sont dirigées gravitairement vers un bassin de confinement et une filière de traitement correctement dimensionnés.

En cas d'accumulation due à une cuvette naturelle sur le site, ces eaux sont pompées autant que de besoin. Si aucune pollution significative n'est constatée, le pompage peut consister en un transvasement vers le bassin de confinement pour traitement sur place. En cas de pollution significative constatée pour laquelle la filière de traitement n'est pas dimensionnée, les eaux pompées sont envoyées vers une installation de traitement adéquate et autorisée.

Un balayage des zones d'accumulation identifiées est réalisé au moins une fois par semestre.

#### ARTICLE 2.5 — MODALITÉS D'ENTREPOSAGE DES VHU

Les véhicules hors d'usage sont entreposés en îlots de 750 m<sup>2</sup> maximum séparés les uns des autres par un mur REI120 ou par un espace libre de tout encombrement, non couvert, de 5 m minimum conformément au plan en annexe 2 du présent arrêté.

Une traçabilité des véhicules hors d'usage entrants et sortants du site est tenue à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées. Une comptabilité du nombre de véhicules hors d'usage présents sur le site est établie au moins quotidiennement.

#### ARTICLE 2.6 — RETOUR À LA SITUATION ADMINISTRATIVE ANTÉRIEURE

Les dispositions spécifiques au transit de véhicules hors d'usage des articles 1.4, 1.5, 2.4 et 2.5 du présent arrêté pourront être abrogées sur demande de l'exploitant lorsque la mise à disposition des surfaces du site pour cet usage aura pris fin.

### TITRE 3 — MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

#### ARTICLE 3.1 — FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### ARTICLE 3.2 —PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.512-46-24 du code de l'environnement, le présent arrêté fait l'objet des mêmes mesures de publicité que celles prévues par l'article R.181-44 pour l'arrêté d'autorisation environnementale.

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Gironde ([www.gironde.gouv.fr](http://www.gironde.gouv.fr)) pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### ARTICLE 3.3 —DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

### ARTICLE 3.4 —EXÉCUTION

Le présent arrêté sera notifié à la société AFM Recyclage

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Gironde,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune de Villenave d'Ornon,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux le 10 FEV. 2026

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation  
le Secrétaire Général

François DRAPÉ

AFM - VILLENAVE D'ORNON

Plan des rubriques ICPE





Annexe 2 : plan des îlots de VHU

